

SON SG PAR INTÉRIM L'AFFIRME :**«Le FLN se porte bien»**

Attendu sur plusieurs sujets qui concernent directement le parti, notamment les différentes sorties des redresseurs et certains militants à travers des wilayas du pays qui auraient claqué la porte, le SG par intérim, Ahmed Boumehti, qui était hier l'hôte de la mouhafadha FLN de Lakhdaria, dont le siège venait d'être inauguré à l'occasion, a réfuté toutes les accusations et autres informations relayées ces derniers temps par certains organes de presse concernant les différentes crises qui secouent le parti FLN.

Yazid Yahiaoui - Bouira (Le Soir) - Ainsi et aux questions du *Soir d'Algérie* relatives aux informations faisant état de députés et autres mouhafedhs qui seraient sur la sellette et dont l'éjection n'est qu'une question de temps, c'est-à-dire le retour du SG du parti Ammar Saâdani des Lieux Saints de l'Islam, ainsi que les listes parallèles que les redresseurs prépareraient pour les prochaines législatives, Ahmed Boumehti dira que toutes ces informations n'ont aucun fondement.

Mieux encore, et tout en expliquant que les 26 kasma FLN de Bordj-Bou-Arréridj n'ont jamais rédigé de lettre de démission et que celle-ci a été rédigée et signée avec de faux cachets, et que seul un responsable d'une kasma FLN à Khenchela a été effectivement exclu pour faute grave, le SG par intérim dira qu'il n'a jamais été question de virer ou d'exclure qui que ce soit du parti, et que tous les mouhafedhs à travers le pays sont actuellement avec la direction nationale du parti, à sa tête Ammar Saâdani.

Au sujet des listes des redresseurs, Ahmed Boumehti, qui dira au passage que le FLN a décidé de prendre part aux futures échéances électorales en solo, en excluant toute alliance ou autres listes communes dans le cadre de l'alliance présidentielle, a souligné que le parti FLN est en train de préparer une stratégie nationale pour l'élaboration de ses listes à travers l'ensemble des kasma du pays, lesquelles kasma seront souveraines dans l'élaboration des listes composées exclusivement de militants sincères et ayant prouvé leur amour et leur dévouement pour le parti sur le terrain. D'après lui, la confection des listes dans les bureaux est désormais résolue.

Aussi et sur ce point justement, le représentant du FLN reviendra sur les redresseurs qui ont été un jour des cadres et même des ministres sous la houlette du FLN et qui, lorsqu'ils ont senti que le temps des coopérations était révolu, ils se sont rebellés contre l'actuelle direction du parti issue du 10^e congrès et élus légitimement par les délégués. «Un fait qu'ils n'arrivent pas à accepter ni à digérer», dira-t-il.

Autre point abordé lors de cette rencontre avec les militants de base et les cadres du parti venus depuis les trois mouhafadhas FLN de la wilaya de Bouira, à savoir les mouhafadhas de Lakhdaria, de Bouira et de Sour-El-Ghozlane, M. Ahmed Boumehti, qui était accompagné de plusieurs membres du bureau politique, reviendra également sur la sortie des 14 moudjahidine qui ont appelé à restituer le FLN au peuple et le mettre au musée en leur demandant pourquoi ils n'ont pas fait cet appel au lendemain de l'indépendance en 1962. Et le même orateur de répondre qu'à l'époque, ces moudjahidine étaient là à profiter des bienfaits de ce sigle et de son héritage. «Aujourd'hui que ces profits et ces intérêts ont cessé, ils appellent à la restitution du FLN au musée», oubliant, dira-t-il, sous



Ahmed Boumehti, SG par intérim du FLN.

les applaudissements de la salle, «que le FLN possède déjà ses dignes héritiers ; de jeunes mili- tants qui sont prêts à mourir pour lui et à se sacrifier pour l'Algérie». Y. Y.

PROCHAINES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES**Vers la participation du RCD**

Le RCD se dirige tout droit vers la participation aux élections législatives du printemps prochain, rompant ainsi d'avec le mot d'ordre du boycott adopté par moments par le parti et dont on fera vraisemblablement le deuil définitivement.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Et pour cause, au niveau de la Direction nationale du parti, l'on a commencé depuis quelque temps à palper la base militante au sujet de cette lancinante question de participation ou pas aux prochains rendez-vous électoraux. Ceci non sans tenir compte des nouvelles données intervenues ces derniers temps sur la scène politique nationale dont la toute principale ayant trait au fait qu'il est loin le temps où le système en place avait le souci d'une large participation des partis.

Désormais, en haut lieu, l'on est résolu à opter pour le système bicaméral avec deux grands partis, le FLN et le RND, se passant, ainsi, de l'obligation d'autrefois d'une double caution démocratique et islamiste et d'une représentation-alibi avec cette flopée de petits partis. Une donne que les dernières lois organiques adoptées par le Parlement matérialisent on ne peut plus amplement. Ce dont, au RCD, on est conscient avec le risque qu'une éventuelle autre option de boycott signerait la mort du parti ou tout au moins son éclipse de la scène politique pour

longtemps. Autre conviction chez les cadres du RCD, il «ne sert à rien d'avoir raison tout seul» quand une position adoptée par le parti n'est pas portée par le plus grand nombre à même d'influer sur le cours des événements. L'expérience du boycott des dernières législatives, celles du 10 mai 2012 est là pour rajouter du grain à moudre pour la direction du RCD dans sa résolution à changer de cap. Ceci quand bien même elle a de tout temps été animée du souci de partager ses positions phares, comme la mise sur pied de la Coordination pour les libertés et la transition démocratique, avec le maximum de partenaires politiques ou encore un boycott collectif des prochaines élections législatives. Surtout avec l'option participationniste adoptée par le camp islamiste, MSP, Nahda et Islah dans l'attente que le parti des Avant-gardes des libertés ne fasse de même alors que pour le FFS, la reconduction du mot d'ordre de participation est quasi acquis, convaincus que l'on est au niveau de la direction du plus vieux parti de l'opposition d'avoir mis du mouvement dans le statu quo en ayant pris part tactiquement aux législatives de mai 2012.

Aussi, étant une «exception et pas la règle», le boycott, pour qu'il atteigne ses objectifs, doit être porté par le plus grand nombre, et il suffit d'un membre de l'opposition, surtout quand il s'agit d'un gros bras, pour que tout tombe à l'eau. Ce qui ne

semble pas être le cas présentement avec des partis déjà sur la ligne de départ.

Autant, donc, de données et certainement d'autres comme le souci de ne pas barrer la route de la promotion politique aux jeunes masses militantes qui ne cessent de rejoindre les rangs du parti, qui dictent, on ne peut plus clairement, au RCD l'impératif de prendre part aux prochaines élections législatives.

Certes, l'option devra faire l'objet d'une résolution du conseil national en temps opportun, mais d'ores et déjà, les concertations sont menées à la base et une commission restreinte a été tout récemment mise sur pied au sein du secrétariat national du parti pour passer au crible la loi portant code électoral et celle instituant une haute instance indépendante de surveillance des élections. Manière de pouvoir avoir les possibilités de participation qu'offre notamment la première loi avec ses nouvelles dispositions en matière de conditions de participation, et se préparer en conséquence selon les potentialités organiques du parti.

Au RCD, on ne semble pas trop focaliser sur la mise à ramasser lors de ces prochaines élections législatives tant est que le souci majeur est de rompre d'avec un mot d'ordre qui a démontré son inefficacité, du moins dans les contextes qui ont été les siens.

M. K.

INSISTANT SUR UN CONSENSUS NATIONAL**Le FFS reprend son initiative**

Le Front des forces socialistes (FFS) reprend son initiative pour un «consensus national». Hier encore, son secrétaire national à la communication a réaffirmé la volonté de son parti de reconstruire un consensus national afin, dit-il, «de préserver le pays des dangers qui le guettent».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Intervenant lors de la réunion du conseil fédéral d'Alger du parti, tenue hier à Alger, Youcef Aouchiche assure que les efforts du FFS sont actuellement concentrés à trouver les moyens, les voies et les mécanismes nécessaires pour

reconstruire un consensus national.

«Ce consensus permettra de préserver notre pays des dangers qui le guettent actuellement et de le sortir de la situation de crise dans laquelle il se trouve depuis l'indépendance», dit-il. Il rappelle, à cet effet, la tenue de l'université

d'été du parti organisée justement sous le mot d'ordre «Un consensus national pour la préservation de notre pays».

Le secrétaire national à la communication du FFS précise également la position de son parti. «Le FFS considère que la crise dans laquelle est plongé le pays est une crise politique et les solutions à trouver doivent être politiques», dit-il encore.

D'ailleurs, poursuit-il, «le FFS enregistre, ces derniers mois, une dynamique et une activité

intense pour atteindre les objectifs du parti et réaffirmer ainsi notre engagement fondateur de nos principes fondamentaux».

Des efforts qui, selon lui, vont continuer à l'adresse de la classe politique, des acteurs économiques et sociaux et des concitoyens.

Youcef Aouchiche annonce, par ailleurs, la tenue d'une conférence à Médéa et un grand meeting à Tizi-Ouzou le 1^{er} octobre prochain. Deux événements qui s'inscrivent dans le

cadre de la célébration du 53^e anniversaire du parti qui coïncide avec le 29 septembre, date de création du FFS.

Pourquoi précisément ces deux villes ? «Le FFS a été proclamé à Médéa et à Tizi Ouzou», dit-il.

Mise sous le slogan «Loyauté et engagement», la commémoration de l'anniversaire du FFS se fera cette année «sans notre président Hocine Aït Ahmed», dit-il.

Ry. N.